



MESSAGE DU PRÉSIDENT

Un examen du problème mondial de la drogue révèle deux nouveaux phénomènes particulièrement préoccupants. Premièrement, les organisations criminelles profitent des lacunes dont souffrent, en Afrique et en Asie occidentale, les systèmes de contrôle des produits chimiques utilisés dans la fabrication illicite de drogues, et elles sont en train de créer, dans ces régions, des plaques tournantes du trafic. C'est ainsi que de nombreux envois suspects de précurseurs chimiques vers l'Afrique et l'Asie occidentale ont été détectés. Deuxièmement, des itinéraires de contrebande de cocaïne s'établissent entre l'Amérique du Sud et l'Afrique. Les pays touchés par ces phénomènes devraient adopter des mesures appropriées pour éviter que leur territoire ne devienne un foyer d'activités criminelles; ils pourraient y être aidés par des pays plus riches, qui agiraient dans un esprit de responsabilité collective.

Il y a presque dix ans aujourd'hui que l'Assemblée générale a adopté la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues. Le moment est venu de s'arrêter sur les investissements réalisés par les gouvernements pour réduire la demande. Bien que nombre d'entre eux aient consenti des efforts importants, il reste encore beaucoup à faire. Les gouvernements devraient prendre conscience que la réduction de la demande illicite et celle, simultanément, de l'offre illicite sont complémentaires et indissociables.

Dire que la légalisation des drogues "résoudrait" le problème mondial de la drogue, c'est ignorer les faits historiques. Les premiers contrôles internationaux des stupéfiants, mis en place en 1912, ont permis de faire reculer le fléau de la dépendance à l'opium dans plusieurs pays d'Asie. Environ 60 ans plus tard, l'adhésion à la Convention de 1971 sur les substances psychotropes a favorisé une baisse importante de l'abus de ces substances, qui avait provoqué de graves problèmes de santé dans les années 50 et 60. Compte tenu de ces expériences et d'autres, toute proposition tendant à légaliser la consommation de drogues illicites paraît plutôt simpliste et déplacée. Il n'y a pas de solutions toutes faites qui permettraient de résoudre rapidement le problème de la drogue. Les gouvernements devraient continuer de lutter, de manière globale, durable et concertée, contre l'abus et le trafic illicite de drogues, car c'est là que se trouve la solution. Il n'est pas question de rester les bras croisés sans rien faire.



Le Président de l'Organe international de contrôle des stupéfiants

Philip O. Emafo